



Consultation électronique du HLPE pour définir l'axe de l'étude sur:

L'eau et la sécurité alimentaire

Du 21 janvier au 20 février 2014

<http://www.fao.org/fsnforum/cfs-hlpe/fr/water-food-security-scope>

- Proposition du Comité directeur du HLPE sur le
champ de l'étude –

Sujet

À sa quarantième session, le CSA a demandé au HLPE de préparer un rapport sur l'Eau et la sécurité alimentaire en vue de sa présentation à sa 42^{ème} session en 2015, dans les termes suivants:

« Pour donner suite à de grands événements internationaux tels que Rio+20 et le Forum mondial de l'eau, le Groupe d'experts de haut niveau examinera de manière approfondie la question de l'eau et de la sécurité alimentaire ». L'eau joue un rôle important dans la sécurité alimentaire, car elle a de multiples incidences sur: la santé et la nutrition (eau potable, eau de cuisson, aspects sanitaires et pathologies), sur la production agricole (accès à l'eau, gestion de l'eau, amélioration des systèmes d'irrigation et agriculture en région aride) et sur la transformation des denrées alimentaires (gestion et qualité de l'eau, entre autres). Ce thème doit être placé dans un contexte plus large, celui du lien qui unit l'eau, le sol, l'énergie et la sécurité alimentaire et qui est considéré comme un des piliers de la croissance générale et du développement durable. Le rapport du Groupe d'experts de haut niveau pourrait rassembler des informations sur les méthodes appliquées par les pays et régions pour gérer cette ressource vitale.

Sous l'angle de la sécurité alimentaire, le Groupe d'experts de haut niveau concentrera son analyse sur l'eau au service de la production agricole et de la transformation des aliments, en tenant aussi compte des aspects liés à la parité hommes-femmes. Plus particulièrement, le HLPE pourrait ainsi évaluer les effets des pratiques de gestion de l'eau sur la sécurité alimentaire, y compris l'utilisation aux fins de la production agricole, de la transformation des aliments et d'autres modes de consommation. Il devrait également se pencher spécifiquement sur les questions relatives à la durabilité des systèmes d'irrigation, à la salinisation des terres agricoles et à la baisse de la qualité des nappes phréatiques. Sur cette base, il formulera des recommandations adéquates qui viseront à améliorer les politiques concernant l'eau et la sécurité alimentaire, ainsi que la coordination entre les différents domaines et acteurs à tous les niveaux et sur le long terme. »

Dans le cadre du processus d'élaboration de son rapport, le HLPE lance une consultation virtuelle pour solliciter des avis et des suggestions sur le champ d'application proposé et les modules de base du rapport exposés ci-après.

L'intention du HLPE est de synthétiser et d'analyser les preuves disponibles afin de les mettre au service de l'action des secteurs public et privé et de la société civile. Ces preuves serviront de base à une série de recommandations de politique.

1. Utilisation de l'eau pour la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire – tendances mondiales et régionales

L'eau est un facteur essentiel de la sécurité alimentaire et de la nutrition. L'eau potable et l'assainissement jouent un rôle fondamental dans la bonne nutrition, la santé et la dignité de tout un chacun. L'eau est également cruciale pour la sécurité alimentaire, car elle constitue un intrant essentiel pour la production agricole, la transformation, la préparation et la cuisson des aliments.

Le HLPE propose d'abord de faire le point des informations empiriques les plus récentes sur l'utilisation de l'eau pour la santé et la nutrition (l'eau potable, l'eau de cuisson, les aspects sanitaires/maladies), ainsi que pour l'alimentation et l'agriculture, et de préciser la quantité d'eau consommée pour la production, la transformation et la consommation de denrées alimentaires, ainsi que l'assainissement et l'eau potable. Cette section du rapport aborderait également:

Les paramètres sur l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat : les tendances quant au nombre de personnes qui n'ont accès ni à l'eau potable ni à un assainissement adéquat. Les données et les tendances de la consommation d'eau dans le secteur agricole et alimentaire, l'industrie manufacturière, le secteur énergétique, les systèmes et les services de communication basés sur les TI. Quels sont les patrons régionaux et mondiaux et les hausses prévues de la consommation d'eau dans ces secteurs au cours des 30 prochaines années ?

- Paramètres sur les prélèvements d'eau douce aux fins de la production d'aliments à l'échelle mondiale. Données disponibles sur la consommation d'eau de surface et souterraine pour l'alimentation et l'agriculture dans différentes régions. Évaluation des projections existantes des prix futurs de l'eau.
- Statistiques mondiales et régionales sur la qualité de l'eau. Dans quelle mesure et comment la qualité de l'eau se modifie-t-elle dans les zones rurales et urbaines, dans et entre les pays ? Quelle est l'incidence de la géographie et des tendances actuelles en matière de qualité de l'eau sur la capacité des hommes et des femmes et de groupes sociaux différents d'avoir accès à une eau propre et de bonne qualité ?

Le rapport fera une analyse critique de la précision et de la fiabilité de tous les paramètres et des méthodes de comptabilité de l'eau utilisées dans ce rapport.

2. Gouvernance de l'eau et sécurité alimentaire

La gouvernance de l'eau est aujourd'hui un souci majeur dans un contexte de pénurie croissante de l'eau, de conflits locaux et transfrontières relatifs à l'eau et du changement climatique mondial. Le rapport du HLPE devrait donc accorder une attention spéciale à la gouvernance de la gestion de l'eau aux fins de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans ce contexte, la gouvernance fait référence aux interactions qui doivent exister entre différentes institutions, parties prenantes et structures et qui déterminent comment le pouvoir est exercé et par qui, et où sont adoptées les décisions sur l'eau et la sécurité alimentaire. Les droits, les relations, la responsabilité et la reddition de comptes sont

des éléments clés dans ce domaine, de même que l'ensemble de règles, de normes culturelles ou sociales qui réglementent l'accès à l'eau, son utilisation et son contrôle.

Acteurs, prérogatives et droits Le rapport du HLPE devrait décrire brièvement les différentes catégories d'acteurs qui participent à la gouvernance de la gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire et de l'eau. Ces acteurs sont généralement les personnes qui collectent l'eau (généralement des femmes), les petits producteurs de denrées alimentaires (femmes et hommes agriculteurs, pasteurs, communautés de pêcheurs, habitants des forêts, populations autochtones, agriculteurs urbains et périurbains...) ; les acteurs publics (locaux et nationaux) ; et le secteur privé (des petites et moyennes entreprises aux grandes sociétés multinationales). Le rapport devra différencier ces acteurs sur la base de critères précis, y compris leurs capacités spécifiques dans la gestion de l'eau ; leurs prérogatives et droits de gérer les ressources en eau ; leur capacité d'influer sur l'élaboration de politiques et sur les options institutionnelles aux échelons local, national et international ; et leur capacité/volonté d'investir des ressources spécifiques dans la gouvernance de la gestion de l'eau aux fins de la sécurité alimentaire.

Une attention spéciale devrait être accordée aux contributions et aux rôles des femmes dans la fourniture d'eau et d'aliments. Que savons-nous (ou pas) sur les relations entre les sexes et sur les rôles, les droits et les responsabilités des femmes dans la gouvernance de l'eau et de la sécurité alimentaire ?

Politiques pour garantir la sécurité alimentaire et de l'eau Le rapport du HLPE devra tenter de réunir l'information disponible sur la façon dont les pays et les régions abordent la question de la gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire et de l'eau au travers de leurs politiques et de leurs institutions. Le rapport devra cerner les dénominateurs communs et les divergences fondamentales existant dans les politiques et les institutions chargées de la gouvernance de l'eau de différents acteurs (l'État, les sociétés et d'autres acteurs du secteur privé, les populations autochtones, les organisations non gouvernementales, les organisations de paysans/agriculteurs et les mouvements sociaux...). Pour effectuer cette analyse des différentes pratiques et visions normatives en matière de gouvernance de l'eau et de sécurité alimentaire et de l'eau, il serait utile d'examiner de près les politiques nationales et internationales.

3. Gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle: effets, pérennité et résilience

Gestion de l'eau Quels sont les principaux problèmes liés à la gestion de l'eau pour la santé humaine et la nutrition, l'agriculture et le traitement ? Quel est l'impact des changements de régime alimentaire sur la demande d'eau et les options de gestion de l'eau, et vice versa ? La plupart des plans nationaux d'agriculture et de sécurité alimentaire mettent l'accent sur l'extension des zones irriguées de façon substantielle. Quels sont les défis pour la gestion de l'eau ? Quelle est la marge de manoeuvre pour répondre à la demande d'une irrigation accrue ? Jusqu'où peut aller la gestion de l'eau pour exploiter au maximum la ressource ?

Quelle est l'incidence des décisions de gestion qui allouent d'abord l'eau aux villes, à l'industrie, à l'exploitation minière et au secteur de la production énergétique sur l'accès à l'eau et sa qualité pour la consommation humaine et la transformation des produits agricoles et alimentaires? Comment la gestion de l'eau est-elle mise au défi par les demandes résultant de l'urbanisation et de la croissance de la population ? Quelles en sont les implications pour le droit à l'eau et le droit à l'alimentation pour tous ?

Le rapport du HLPE devra comparer et contraster l'efficacité dans l'utilisation de l'eau de différents systèmes alimentaires et pratiques de gestion de l'eau pour la production, la transformation et la consommation de denrées alimentaires, y compris l'eau potable, sur la base du concept de « l'empreinte hydrique¹ » et d'autres méthodes de comptabilité de l'eau. Les forces et les faiblesses des différentes méthodes de comptabilité de l'eau utilisées pour ces comparaisons devront faire l'objet d'une analyse critique.

Quel est l'effet de la disponibilité de l'eau sur le commerce international des denrées alimentaires (produits végétaux et animaux) ? Quels sont les risques et les opportunités associés à l'expansion du commerce international de produits de base qui sont grands consommateurs d'eau? Quelle est l'incidence des rapports changeants entre le commerce (inter) national et la gestion de l'eau sur le droit à l'eau et le droit à l'alimentation des personnes ? Comment ces tendances affectent-elles la souveraineté alimentaire/hydrique à l'échelle locale et nationale ? Après avoir réalisé une évaluation critique des forces, des faiblesses et de la pertinence du concept d'« eau virtuelle », le rapport du HLPE devra décrire les effets du commerce international sur les ressources hydriques intérieures et la façon dont l'eau est gérée et distribuée au sein des bassins hydrographiques, des bassins versants et des villages/municipalités pour assurer l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, l'exploitation agricole, la transformation des aliments, etc.²

Quel pourrait être l'effet du changement climatique sur la disponibilité en eau pour les besoins humains et pour l'agriculture dans différentes régions ? Quels sont les impacts probables du changement climatique sur l'utilisation des eaux souterraines, le stockage des eaux et la disponibilité d'eau de surface pour garantir l'eau potable/de cuisson, l'assainissement, la production agricole et la transformation des aliments ? Le rapport devrait également jeter un regard critique sur le potentiel des innovations technologiques et institutionnelles pour la conservation de l'eau et son utilisation

¹ « L'empreinte hydrique ou en eau » d'une denrée alimentaire (ou de tout autre bien) correspond au volume total d'eau douce utilisée (consommée et polluée) pour produire la denrée alimentaire en question, mesurée par rapport à l'ensemble de la chaîne de production. Elle constitue un indicateur de l'utilisation d'eau douce qui tient compte de l'usage direct et indirect de l'eau pour produire une denrée alimentaire particulière (ou tout autre bien).

² La teneur en « eau virtuelle » d'une denrée alimentaire correspond à l'eau douce « contenue » et dans le produit. Le solde d'eau virtuelle d'un pays ou d'un continent sur une période de temps déterminé et définit comme l'importation nette d'eau virtuelle durant cette période, qui équivaut à l'importation brute d'eau virtuelle moins l'exportation brute. Un solde positif d'eau virtuelle pour le secteur alimentaire et agricole implique une entrée nette d'eau virtuelle dans ce pays à partir d'autres nations, un solde négatif implique une sortie nette d'eau virtuelle.

durable dans le contexte du changement climatique, notamment en ce qui concerne la gestion de l'eau pour la santé, la nutrition et la sécurité en eau, ainsi que l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Le rapport devrait également formuler des réflexions critiques sur la résilience des systèmes et des pratiques de gestion de l'eau actuellement utilisés par différents acteurs. Comment les systèmes et pratiques de gestion de l'eau de ces différents types d'acteurs se comparent-ils en termes de résilience et de capacités de s'adapter aux changements, y compris aux changements climatiques et à la volatilité des marchés ?

Incidences de la gouvernance de l'eau et nouveaux enjeux Le groupe utilisera les preuves et les connaissances disponibles pour analyser de manière critique les incidences des différents régimes de gouvernance pour la gestion de l'eau sur a) la sécurité alimentaire et en eau à l'échelle locale et nationale, et sur les moyens d'existence et sur la sécurité alimentaire et en eau des acteurs qui jouent un rôle fondamental dans la collecte de l'eau, la distribution de l'eau, l'assainissement, la production alimentaire, la transformation et la préparation des aliments. Dans l'évaluation des résultats à court et à long terme des différents régimes de la gouvernance de l'eau sur la sécurité alimentaire et en eau et ses principaux acteurs, le HLPE propose de tenir compte i) des effets sur l'environnement ; ii) des effets sociaux et culturels ; iii) des effets sur la santé publique ; et iv) des effets économiques, aussi bien positifs que négatifs.

Finalement, le HLPE propose d'aborder certains problèmes émergents qui sont fondamentaux pour la gouvernance de la gestion de l'eau. Par exemple, le rapport du HLPE pourrait analyser les impacts des prélèvements/acquisition de l'eau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'eau est à la fois la cible et le motif des récents investissements à grande échelle en terrains/ accaparements des terres pour la production agricole (y compris les biocarburants). Une attention particulière devrait être accordée aux effets documentés des « prélèvements d'eau » sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et en eau des femmes, des populations et des groupes vulnérables. Le rapport devra détecter les incertitudes et les lacunes en matière de connaissances, ainsi que les besoins d'une recherche plus approfondie sur les conséquences à long terme des prélèvements/acquisitions d'eau pour la sécurité alimentaire et en eau.

Équité et pérennité Le HLPE propose d'effectuer une analyse critique des résultats en termes d'équité et de pérennité d'une série de régimes de gouvernance de l'eau et de pratiques de gestion, en mettant l'accent sur leurs répercussions pour la sécurité alimentaire, nutritionnelle et en eau pour différents genres et groupes sociaux. Le rapport cherchera à déterminer clairement les lacunes existantes en matière de connaissances et les facteurs d'incertitude afin de discuter des controverses, des contentieux et des perspectives concurrentes et parfois opposées en matière de sécurité alimentaire et en eau, de croissance inclusive et de développement durable.

4. Recommandations de politique pour la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire

Comme dans ses rapports antérieurs, le HLPE cherchera à formuler des recommandations de politique qui tiennent compte de trois éléments majeurs : en premier lieu, la reconnaissance du fait qu'il est indispensable de tenir compte de la diversité des perspectives convergentes et divergentes, pour tenter de résoudre les controverses ainsi que les visions et les paradigmes contradictoires pour parvenir à la sécurité alimentaire et en eau ; en deuxième lieu, le climat d'incertitude qui règne actuellement dans le contexte politique en ce qui concerne la sécurité alimentaire et en eau ; en troisième lieu, le contexte actuel de changements de plus en plus rapides et imprévisibles sur le plan environnemental, économique et social.

Le HLPE tentera d'adopter une perspective à long terme dans ses recommandations quant à la façon d'améliorer les politiques et les institutions en matière de sécurité alimentaire et en eau, ainsi que la coordination à tous les niveaux entre les différents secteurs et acteurs.